



Pour une transition énergétique rationnelle basée sur le nucléaire

La transition énergétique est un concept flou, dont les objectifs oscillent entre la lutte contre le réchauffement climatique, la réduction des énergies fossiles et le questionnement du recours à l'énergie nucléaire.

Bon élève au regard des émissions de gaz à effet de serre, la France doit poursuivre une stratégie claire: **réduire les émissions de CO₂ tout en conservant son avantage compétitif, un tarif de l'électricité parmi les plus bas de l'OCDE et deux fois moins cher pour le particulier qu'en Allemagne.**

Le **taux de retour énergétique (EROI)** est un concept qui établit le rapport entre l'énergie produite et l'énergie utilisée pour produire cette énergie. Il nous indique que le rendement de la production d'hydrocarbures a chuté en raison de la difficulté croissante d'accès à la ressource, et que **les seules énergies présentant un rendement suffisant sont : l'hydroélectricité, le charbon, le nucléaire et l'éolien.** Le recours au charbon étant contradictoire avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, **l'hydraulique et l'énergie nucléaire complétée par l'éolien apparaissent comme un point de passage obligé pour assurer le développement de nos sociétés.**

La production nucléaire, une ressource inépuisable

Au vu des réserves d'uranium et de la valorisation que nous pourrions en faire grâce aux réacteurs à neutrons rapides (IVe génération), l'énergie nucléaire constitue la seule énergie à même de pourvoir nos sociétés en ressources énergétiques abondantes.

La production nucléaire, une énergie dépourvue d'émissions de CO₂

Si la production d'électricité constitue un axe important de la transition énergétique, une comparaison entre les différentes sources d'électricité s'impose : un réacteur nucléaire de 1 000 MW produit annuellement 30 tonnes de déchets qui sont triés, traités, recyclés et entreposés, alors qu'une centrale à charbon de même puissance rejette dans le même temps près de 300 000 tonnes de cendres, dont 400 tonnes de métaux lourds toxiques, arsenic, mercure et cadmium.

Pour une transition énergétique performante et rentable

En dépit des taxes affectées, la France possède des coûts de l'électricité très inférieurs à la moyenne OCDE, et ce grâce à notre mix nucléaire/EnR.

Le programme nucléaire français constitue l'archétype d'une politique publique murie et bénéficie d'une situation privilégiée le mettant à l'abri des tensions énergétiques à venir. Nous ne pouvons **dilapider cet acquis en engageant un tournant à l'allemande en substituant à marche forcée les énergies renouvelables au nucléaire**, ce qui dégraderait la compétitivité de nos entreprises et le niveau de vie des Français. Le prix de l'électricité doit déjà augmenter de 50% d'ici à 2020, au 2/3 en partie dû au surcoût des ENR ; si nous adoptions le modèle allemand, il nous faudrait doubler la facture d'électricité des Français.

Les leçons à tirer des transitions énergétiques bâclées en Europe

On observe que les capacités installées en EnR pour l'Allemagne et en nucléaire pour la France sont similaires (environ 60 000MW de puissance installée) ; or la production allemande issue des ENR représente 13% de sa production totale d'électricité (soit 75 TWh) tandis que la même puissance installée sous forme de nucléaire en France produit 74% de la production d'électricité (soit 410 TWh). Cette différence de production (5 fois moindre en Allemagne) s'explique par l'intermittence des ENR.

En Espagne, le vaste projet d'investissement dans le photovoltaïque lancé par le gouvernement en 2007 a été avantageux, que lorsque, en février 2014, l'Etat a décidé d'en réduire les subventions, le secteur s'est effondré et des milliers d'investisseurs privés ont été ruinés.

Pour un mix électrique fondé sur le nucléaire

La politique énergétique doit reposer sur le nucléaire existant, qui nous assure un avantage compétitif ; il est donc indispensable de prolonger l'existence des centrales nucléaires françaises et de maintenir Fessenheim.

Il serait plus adapté désormais de parler d'énergie décarbonée – dont fait partie le nucléaire – en lieu et place de renouvelable ; y compris dans la fixation des objectifs européens.

La France doit néanmoins mener une stratégie de réduction des énergies fossiles : cela passe notamment par le développement du véhicule électrique.

Une politique de recherche ambitieuse doit se fixer les objectifs suivants :

- Stockage de l'électricité,
- Augmentation du taux de retour énergétique du photovoltaïque,
- progrès de la filière hydrogène et développement de l'hydrogénation du CO₂.

Enfin, les mix énergétiques doivent être décidés nationalement : défendre le principe de subsidiarité permettra à chaque Etat en Europe de décider de la composition de son mix énergétique et d'éviter les erreurs collectives lourdes de conséquences.